

Conclusions 2018 du département du Travail des États-Unis sur les pires formes de travail des enfants

Tunisie

En 2018, la Tunisie a réalisé des progrès appréciables sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a élaboré une liste élargie des travaux dangereux comprenant des catégories supplémentaires jugées dangereuses pour les enfants, notamment les métiers des rues. Le ministre des Affaires sociales a déjà approuvé la révision, qui entrera en vigueur à sa publication au journal officiel. Dans le cadre de son Plan d'action national de lutte contre le travail des enfants, le gouvernement a également publié les résultats complets de son Enquête nationale du travail des enfants de 2017. En matière d'application, le gouvernement a, conjointement avec des organisations internationales, dispensé des formations sur les statuts juridiques de la traite des personnes à l'intention des responsables de l'application du droit civil et pénal. Il a également promulgué une nouvelle Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes. Enfin, le gouvernement a inauguré le centre Amali, en banlieue de Tunis, premier établissement dédié aux enfants victimes de la traite des personnes. Toutefois, en Tunisie, des mineurs sont impliqués dans les pires formes de travail des enfants, notamment pour faire les poubelles et dans le travail forcé dans le cadre des services domestiques et la mendicité, parfois des suites de la traite des personnes. Des enfants font également des travaux dangereux quand ils travaillent dans les rues. En outre, les mesures de protection légales concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi ne s'appliquent pas aux enfants qui travaillent dans le secteur informel dans les locaux habités, notamment les domiciles privés, sans que la permission du propriétaire ou une injonction d'un tribunal soit nécessaire.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants en Tunisie sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que les activités et emplois dangereux interdits aux enfants soient définis de façon exhaustive.	2016 – 2018
Application	Fournir des ressources appropriées à l'Inspection du travail pour pouvoir mener des inspections supplémentaires, surtout dans les zones reculées.	2015 – 2018
	Veiller à ce que des mécanismes soient en place pour faire respecter les protections légales concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi pour les enfants dans les locaux habités, notamment les domiciles privés, sans que la permission du propriétaire ou une injonction d'un tribunal soit nécessaire.	2014 – 2018

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Recueillir et publier des informations sur le nombre de sanctions imposées et d'amendes perçues pour infractions relatives à l'application de la législation relative au travail des enfants, ainsi que des informations concernant les infractions constatées, les condamnations obtenues et les sanctions imposées relatives à l'application pénale en la matière.	2013 – 2018
	Accroître les sanctions pour les individus qui emploient des enfants en violation des protections incluses dans la législation relative au travail des enfants.	2016 – 2018
Programmes sociaux	Lutter contre les obstacles à l'éducation, surtout pour les filles dans les zones rurales, tels que les transports non fiables, le manque de personnel enseignant, la pauvreté des ménages, les violences physiques et les coutumes religieuses.	2015 – 2018
	Fournir des ressources suffisantes pour développer les programmes existants afin qu'ils couvrent le problème du travail des enfants dans sa totalité.	2015 – 2018
	Publier les microdonnées de l'Enquête nationale du travail des enfants de 2017 de manière à pouvoir les utiliser pour informer les programmes et les politiques.	2017 – 2018